



Déclaration FSU 80

CDEN du 19 novembre 2020

Madame la Préfète, Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et Messieurs les élu-e-s,
Mesdames et Messieurs les représentant-e-s des parents d'élèves et des
personnels,

Cette année, la rentrée a été entravée par la crise sanitaire qui nous affecte toujours. Depuis septembre se sont succédé deux protocoles et cela a entraîné une surcharge de travail conséquente pour les personnels et tout particulièrement pour les directeurs.trices d'école. Le protocole de septembre dit « allégé » devait permettre une « rentrée normale », or nous avons pu constater que rien ne l'a été...

L'anticipation, la préparation, bien qu'annoncées dans les médias ne se sont pas ressenties dans les écoles et les établissements scolaires. Il a fallu « faire au mieux », revivre de nombreux moments de flottement ou une succession d'injonctions contradictoires comme lors de ces derniers mois. Cette situation épuise les personnels qui ne se sentent pas considérés par le ministère. Après la difficulté de la première période et la violence de la reprise après les vacances d'automne, les enseignant.e.s ont besoin de reconnaissance et d'un réel soutien.

Les inquiétudes que nous avons portées se sont transformées en certitudes. Après une longue période de confinement, pendant laquelle les services publics dans leur ensemble et notamment le service public d'éducation, ont prouvé leur efficacité, le gouvernement n'a pas jugé nécessaire d'anticiper cette rentrée 2020, pourtant inédite.

Il était prévisible que les besoins de remplacement allaient être supérieurs aux années précédentes au vu de la situation sanitaire. Pourtant, rien n'a été prévu pour que la reprise soit la plus sereine possible et que les personnels absents soient remplacés dans leur totalité !

Le gouvernement a choisi pour ce nouveau confinement de maintenir les écoles et établissements scolaires ouvert-e-s. Le protocole sanitaire est cette fois-ci « renforcé », deux mois après avoir été « allégé ». Sur le terrain, nous devons jongler entre les termes « à proscrire » et « dans la mesure du possible », tout en accueillant tous les élèves. C'est clairement le non-brassage des élèves qui s'avère difficilement gérable dans les écoles et les établissements.

Par leur mobilisation à la reprise de novembre, les enseignant-es et les lycéen-nes ont obtenu du ministre la possibilité d'un enseignement distanciel à 50 % dans les lycées : la FSU réclame cette possibilité également pour les collèges, les conditions y étant identiques (classes chargées dans des espaces confinés, couloirs et selfs bondés...). Faut-il attendre que la situation sanitaire empire et devoir fermer les établissements ou saura-t-on cette fois anticiper en organisant les dédoublements de classes en collège ? Nous voulons garder nos collèges ouverts ! Le ministre, qui a systématiquement un train de retard depuis le début de la crise sanitaire, sera tenu pour seul responsable des fermetures d'établissements qui pourraient découler de contaminations liées à des protocoles sanitaires impossibles à respecter.

Alors que la situation est connue depuis des mois, et qu'il est avéré que les lieux scolaires sont aussi propices aux contaminations, il est inadmissible que rien n'ait été préparé pour permettre de travailler en toute sécurité : pas de recrutements supplémentaires, pas d'allègement des programmes, pas de plan d'urgence pour réquisition de locaux. Nous avons fait une rentrée extraordinaire avec des moyens ordinaires.

Pour la FSU, il y a toujours urgence à recruter des personnels.

Dans les collèges, le manque de personnels est criant pour faire respecter un protocole sanitaire « renforcé » qui n'en a que le nom : aucune distanciation physique possible avec des classes à 28-30, couloirs bondés, pas de désinfection quotidienne des locaux, vies scolaires en tension sur les interclasses, les services de restauration et les récréations... il faut recruter d'urgence des agents d'entretien et des AED !

Les inégalités se sont creusées, nous l'avions prédit et cela se vérifie depuis la rentrée. Des moyens sont indispensables pour **développer le travail en petits groupes** qui permettra de reprendre des points de méthode ou certaines notions.

Comment envisager que l'Éducation nationale ne bénéficie pas de moyens supplémentaires, alors même que ce gouvernement dépense 100 milliards d'euros pour faire face à la crise économique !!!

Les 2039 postes supplémentaires prévus en 2021 ne suffiront pas à poursuivre la limitation à 24 élèves des classes de GS, CP et CE1, étendre les classes de GS dédoublées en éducation prioritaire, ne fermer aucune école rurale sans accord du maire et augmenter les décharges des directeurs et directrices d'école comme cela est prévu par le ministère. Mais pas non plus à créer des postes de RASED, de remplaçant-e-s, pour faire baisser les effectifs dans toutes les classes au-delà de 25 élèves, comme nous le réclamons à la FSU. Et rien n'est prévu pour créer des postes d'infirmières, de médecins scolaires, d'assistantes sociales ô combien indispensables en ces temps de crise sanitaire, rien pour créer des postes de personnels administratifs qui croulent elles et eux-aussi sous le travail, rien pour embaucher des aides administratives pour les directeurs et directrices d'école en situation d'épuisement professionnel, rien de tout cela ! **C'en est honteux ...**

De plus, cette augmentation relative des postes dans le premier degré se fait au détriment du second degré pour lesquels pas moins de **1800 postes seront supprimés** à la prochaine rentrée ! Cette nouvelle saignée de postes de professeurs de collège est irresponsable dans la situation actuelle, au moment où nous subissons deux années très difficiles du point de vue des apprentissages.

Les professeurs seront donc une nouvelle fois de moins en moins nombreux pour accueillir des classes toujours plus chargées, et de surcroît toujours aussi mal payés... La montagne de promesses a accouché d'une souris : pour 69% des enseignants, la revalorisation s'arrêtera à une prime d'équipement, c'est à dire 12.50€ par mois !

Un an après le suicide de Christine Renon, où en sommes-nous du travail sur la direction d'école ?

En « temps normal » les directrices et directeurs croulaient sous le travail, la situation s'est fortement aggravée et détériorée depuis le confinement et ces personnels sont au bord de l'épuisement professionnel et ne cessent de vous alerter !

Et ce n'est pas la prime de 450 euros versée ce mois-ci qui va régler la situation, elle ne doit pas être "la prime qui cache la déprime" mais le début d'une reconnaissance institutionnelle et salariale. S'il y a une véritable urgence à répondre aux besoins exprimés par la direction et le fonctionnement de l'école, cela ne peut se faire à n'importe quel prix !

La FSU revendique une **augmentation des décharges** pour toutes les écoles publiques du pays, quelle que soit leur taille, et sans missions supplémentaires en contrepartie ; une **aide humaine pérenne au fonctionnement de l'école**, là aussi pour toutes les écoles, et pas uniquement lorsque les communes en ont les moyens. Ce choix ne doit pas être celui des collectivités locales mais bien celui de l'Éducation nationale ; un **allègement des tâches**, mais qui ne peut en aucun

cas se limiter à la seule rédaction des PPMS ; une **revalorisation salariale** de la fonction explicite, clairement inscrite dans les articles de la loi et s'accompagnant d'un rattrapage salarial de tout-es les enseignant-es.

La mise en place du « plan français », dès cette rentrée, s'ajoute à celle du « plan maths » initiée à la rentrée 2019. Le projet impose à tous les professeur-es des écoles 5 jours de formation en mathématiques et 5 jours en français, tous les 6 ans.

La FSU demande non seulement une suspension immédiate des plans français et maths pendant cette période de pandémie, mais également une suspension de tous les dispositifs de formation continue non essentiels en cette période de stress pour les personnels. L'heure est à l'apaisement d'une profession, non à l'accentuation de la mise en tension actuelle ! C'est d'ailleurs le sens du courrier intersyndical que vous avez reçu ce 17 novembre, Monsieur l'Inspecteur d'académie, et pour lequel nous attendons ici une réponse, que nous espérons favorable. Entendez la souffrance de ces personnels sous pression permanente, y compris pendant les vacances !

Enfin ce **vendredi 20 novembre la Convention Internationale des Droits de l'Enfant célébrera son 31ème anniversaire** .

Comment les questions de santé de notre jeunesse vont-elles être prises à bras-le-corps ? Plus de clubs de foot, de danse, de boxe, la nuit qui tombe quand la journée d'école se termine...et le confinement qui se poursuit. L'Education nationale, a là tout son rôle à jouer pour permettre à nos jeunes de pratiquer tous les jours de l'EPS à l'école, et pour mener des actions autour de la santé pour éviter la sédentarité et le surpoids déjà très installé chez certains élèves depuis le confinement. C'est un enjeu de santé publique majeur ! Comment ces questions sont-elles traitées ?

Et quelles répercussions a et aura le port du masque, jusqu'à 11H par jour, sur le moral de nos plus jeunes ? Il nous faut ne pas écarter toutes ces questions !

Pour terminer, le **conseiller pédagogique départemental en arts visuels** surnommé par tou-te-s « monsieur Ecole et Cinéma » a accompli un travail formidable, permettant aux 467 enseignant-e-s inscrit-e-s dans le dispositif d'accéder à des ressources précieuses pour elles/eux comme pour les 9700 élèves. Si ce dispositif national connaît un tel succès dans notre département, il y est sans aucun doute pour beaucoup ! Monsieur Schildknecht partira à la retraite en septembre prochain, et la FSU demande à ce qu'au plus vite un appel à candidature 1^{er} degré sur son poste ait lieu. Ce dispositif artistique et culturel est également un formidable outil pour apprendre à exprimer sa pensée. Développer la liberté d'expression de nos élèves en ces temps nous semble primordial !